

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19, place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GERSYCOOP

Bd des Pyrénées
32300 Mirande

Références : 2025-0055-DP
Code AIOT : 0006802202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement GERSYCOOP implanté ZI 32500 Fleurance. L'inspection a été annoncée le 22/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERSYCOOP
- ZI 32500 Fleurance
- Code AIOT : 0006802202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2008, la coopérative céréalière GERSYCOOP a été créée par la fusion des Silos du Mirandais et de la Coopérative Agricole de Fleurance Avezan. Cette coopérative est spécialisée dans les céréales et dispose d'une dizaine d'installations classées dans le département du Gers. Sur le site de Fleurance, zone industrielle, le site est autorisé pour le stockage de céréales et soumis à déclaration pour le stockage d'ammonitrates.

Le 7 mars 2022, l'installation a bénéficié d'un arrêté préfectoral complémentaire concernant la construction d'un silo de stockage de céréales bio.

Thèmes de l'inspection :

- Vérification par sondage de la réglementation applicable à l'installation ;
- Équipement sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité des installations électriques	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.6.4	Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention des risques liés aux appareils de manutention	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Surveillance de la thermométrie	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	ESP Liste des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective	2 mois
10	ESP Inspections Périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	ESP Requalification Périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque ATEX	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.2	Sans objet
3	ARF et ETF	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.3	Sans objet
4	Conformité des protections contre la foudre	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente visite d'inspection, il a été constaté que le site était propre et nettoyé. L'exploitant doit transmettre plusieurs justificatifs et mettre en place des actions correctives concernant la majorité des points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque ATEX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'explosion
Prescription contrôlée : Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter les versions informatiques des études ATEX des silos conventionnel et bio, toutes les deux ont été réalisées par le bureau d'étude OT-Ingénierie. Pour le silo conventionnel, l'étude ATEX est daté du 25/07/2016. Pour le silo bio, l'étude est datée du 23/09/2019. Cette dernière a été transmise à l'inspection des installations classées à l'occasion du porter à connaissance de 2021 relatif à la construction du silo bio. L'exploitant a déclaré que les zones ATEX sont confinées à l'intérieur des équipements de manutention et qu'aucun équipement électrique n'est présent à l'intérieur des zones ATEX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre l'étude ATEX concernant le silo conventionnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <p>Dans les silos, toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation des cellules de stockage et des équipements de travail du grain est interdite. Les sources d'éclairage fixes ou mobiles sont protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées. Les silos ne comportent pas de chauffage et ne disposent pas de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée à fréquence annuelle par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les rapports suivants concernant les vérifications électriques réalisées par la société SOCOTEC :</p> <ul style="list-style-type: none">• au titre des ICPE, le rapport daté du 26/04/2024 ne comporte aucune observation ;• au titre du code du travail, le rapport daté du 22/04/2024 contient 22 observations qui ont été corrigées par la société Électricité Industrielle FAUCHÉ SAS le 19/02/2025. <p>Le certificat Q18 daté du 26/04/2024 a été présenté, il conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les observations du rapport Q18 ont été levées en même temps que les observations présentes dans le rapport de vérification établi au titre du code du travail, la société SOCOTEC doit venir contrôler l'installation en mars 2025 et établir un nouveau certificat Q18.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées: l'ensemble des rapports de vérification électrique présentés en séance; les justificatifs de levée des observations; les justificatifs de planification de la future visite de contrôle des installations électriques prévus par la la société SOCOTEC (bon de commande).</p> <p>Il attestera de la réalisation de ces vérifications en transmettant à l'inspection des installations classées l'ensemble des nouveaux rapports de vérification électrique ainsi que le nouveau certificat Q18.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les ARF et les ETF concernant les silos conventionnel et bio.</p> <p>Pour le silo conventionnel l'ARF, daté du 14/12/2010, a été réalisé par la société PREVENSCOOP et l'ETF, daté du 20/12/2011, a été réalisé par la société INDÉLEC.</p> <p>Pour le silo bio, l'ARF et ETF ont été réalisées par la société RG Consultant et datées des 16 et 17/10/2019. Ces dossiers ont été transmis à l'inspection des installations classées dans le cadre du porter à connaissance de 2019.</p> <p>Sur le site, 3 dispositifs de protection contre la foudre ont été installés : sur le magasin d'approvisionnement, sur le silo bio et sur le silo conventionnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité des protections contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, avant le début de l'exploitation du silo 4. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.</p>
Constats : <p>L'exploitant a été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre, réalisé par la société BCM foudre le 04/07/2024. Ce rapport ne comporte aucune observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Le site dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs en nombre et qualité adaptés aux risques. Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement ;- de colonnes sèches, conforme aux normes et aux réglementations en vigueur, et implantées dans chaque tour de manutention ;- deux poteaux incendie et deux réserves incendie de 240 m³ capables de fournir un débit de 60m³/h chacun et disposant des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. Les poteaux et la réserve incendie sont implantés conformément au plan annexé ;- d'une réserve de sable meuble et sec adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- d'un système d'alerte incendie sur l'ensemble du site et d'une détection incendie au niveau du stockage d'engrais. <p>Ces équipements doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p>
Constats : <p>Lors de la présente visite d'inspection, il a été constaté que le site dispose des moyens de défense incendie listés dans l'article 7.6.3.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le procès-verbal d'épreuve de la colonne sèche du silo conventionnel daté du 29/11/2024. Observation : chute de pression en sortie.• Le rapport de vérification des 55 extincteurs présents sur le site, ainsi que leurs points d'implantation. Ces vérifications ont été réalisées par la société SECURIS du 21 au 26/08/2024.• Le rapport de vérification des poteaux incendies, réalisé par la société SECURIS et daté du 29/04/2024 qui atteste que ceux-ci sont conformes. <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification du dispositif de détection incendie du stockage d'engrais.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit corriger la chute de pression identifiée dans la colonne sèche du silo conventionnel. Il en attestera auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification du dispositif de détection incendie du stockage d'engrais.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : <p>L'exploitant a été en mesure de présenter la quasi totalité des procédures listées dans l'article 7.6.4.</p> <p>La procédure de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte n'a pas été présentée.</p> <p>Les procédures arrêt d'urgence et mise en sécurité ont été vérifiées par sondage pour une anomalie sur un déport de bande. Les actions à réaliser font l'objet de la fiche réflexe n°4.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit établir la procédure de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte et en attester auprès de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention des risques liés aux appareils de manutention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.2		
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils de manutention		
Prescription contrôlée : Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes:		
Repère	Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements
Silo1,2, 3 et 4	Transporteurs à bandes	Contrôleurs de températures sur les paliers, Détecteur de surintensité moteur, Contrôleur de rotation, Contrôleurs de déport de bandes, Bandes non propagatrices de la flamme et antistatique, Aspiration,
	Transporteurs à chaînes	Détecteur de surintensité moteur, Détecteurs de bourrage,
	Élévateurs	Paliers extérieurs, Contrôleurs de températures sur les paliers, Détecteur de surintensité moteur, Contrôleur de rotation, Contrôleurs de déport de sangles, Sangles non propagatrices de la flamme et antistatique, Aspiration, Événements d'explosion,
	Vis	Détecteur de surintensité moteur,
	Appareils Nettoyeur Séparateur	Aspiration des poussières,
<p>[...]</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
Constats : <p>L'exploitant a été en mesure de présenter son plan de maintenance qui comprend la fréquence des vérifications à réaliser sur les équipements de manutention.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'une vérification interne dite « ISO » est réalisée annuellement comprenant l'ensemble de ces vérifications.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification «ISO», ni le registre permettant d'attester du suivi des travaux réalisés en application du programme d'entretien..</p>		

<p>L'exploitant a établi des nouvelles fiches de vérification de maintenance préventive comprenant tous les contrôles à réaliser sur les différents équipements des sites GERSYCOOP. La périodicité prévue pour ces nouvelles fiches de contrôle est annuelle.</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection, le registre prévu au dernier alinéa de l'article 7.7.2 susmentionné de consignation des résultats de contrôle de l'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles n'a pas été présenté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la dernière fiche de vérification « ISO »; • le registre de consignation du suivi et les travaux réalisés en application du programme d'entretien; • le registre de consignation des résultats de contrôle de l'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Surveillance de la thermométrie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention contre les auto-échauffement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos.</p> <p>Les cellules de stockages des silos sont toutes équipées de sondes thermométriques adaptées à leur configuration et équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil fixé par l'exploitant. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.</p> <p>Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité. La périodicité des relevés de température est définie par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée. Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection, il a été constaté que la thermométrie des différentes cellules du silo conventionnel rencontre des problèmes informatiques : l'écran de présentation des relevés de température était figé ; aucun historique des températures n'a pu être présenté.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le problème vient de l'ordinateur associé au système de surveillance de la température des différentes cellules.</p> <p>Les enregistrements de la thermométrie du nouveau silo bio montrent une absence des relevés pendant une période d'une semaine en début d'année 2025.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit corriger ses problèmes informatiques au niveau de la thermométrie du silo conventionnel et en attester auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit présenter les enregistrements de la thermométrie des 2 silos pour la période des 3 mois précédant la présente visite d'inspection. Il justifiera de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant d'assurer la continuité des enregistrements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : ESP Liste des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Actions régionales, Liste des ESP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée de 4 compresseurs : 2 sont situés au niveau du nouveau silo bio (installés en 2022 lors de la construction du silo), les 2 autres sont implantés au niveau du silo conventionnel.</p> <p>L'exploitant n'a pas été à mesure de présenter la liste des équipements sous pression telle que définie dans l'article 6-III.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit établir la liste des équipements sous pression de son installation et en attester auprès de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Actions régionales, Compte rendu inspection périodique (IP)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 2 compresseurs situés au niveau du nouveau silo bio ont été installés en 2022 lors de la construction du silo et n'ont pas encore fait l'objet d'une inspection périodique.</p> <p>Les 2 autres sont implantés au niveau du silo conventionnel. L'exploitant a déclaré que les compresseurs sont maintenant remplacés à neuf avant la date de la première inspection périodique pour des raisons économiques. Concernant ces 2 compresseurs, un a fait l'objet d'une requalification périodique et l'autre a été remplacé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit attester auprès de l'inspection des installations classées que les compresseurs installés dans le silo conventionnel ne doivent pas faire l'objet d'une inspection périodique en transmettant les justificatifs appropriés (rapport de requalification périodique pour l'un et justificatif de la date d'installation du compresseur ayant été remplacé).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Actions régionales, Attestation de requalification Périodique (RP)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II. Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter une attestation de requalification périodique concernant un compresseur installé dans le silo conventionnel, l'autre ayant été remplacé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de requalification périodique présenté lors de la visite d'inspection et justifier que l'autre compresseur ne doit pas faire l'objet d'une requalification périodique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois